

Initiatives ministérielles

Je voudrais parler d'une question qui est à l'esprit de tous les Canadiens, notre fardeau fiscal. Nous sommes tous d'accord pour dire que les impôts sont trop élevés. Cependant, à cause de notre situation économique actuelle, nous ne pouvons pas les réduire.

Nous devons comprendre que les différences entre le fardeau fiscal du Canada et ceux des autres pays du G7 reflètent des différences dans la composition des recettes fiscales. Certains pays comptent beaucoup plus que le Canada sur des recettes comme les charges sociales.

Nous payons plus d'impôts au Canada, mais nous avons toujours pu compter sur de meilleurs services publics. Nous pouvons dire sans hésiter que nous avons les meilleurs programmes sociaux du monde. Ces programmes contribuent beaucoup, sans aucun doute, à la justice et à la qualité de vie dont jouissent tous les Canadiens.

Pour cette raison, nous devons veiller à ce que tout le monde paye sa juste part d'impôt. Là encore, le gouvernement libéral prend des mesures pour veiller à ce que ce soit bien le cas. Tout d'abord, il accroît ses efforts pour faire respecter la loi dans l'économie souterraine en exigeant davantage de rapports et en procédant à un plus grand nombre de vérifications. Ensuite, il supprime les avantages fiscaux qui ne respectent pas les normes d'équité auxquelles s'attendent les Canadiens.

Alors que le Canada va de l'avant, il nous incombe de mieux aider les Canadiens en faisant en sorte qu'ils en aient davantage pour leur argent, les services qu'ils reçoivent contribuant à faire du Canada l'un des pays du monde où il fait le mieux vivre.

Nous devons prouver aux Canadiens que le gouvernement devient plus efficace. Les gens vont s'attendre à ce que nous équilibrions notre budget et à ce que nous précisions les mesures que nous entendons prendre pour nous attaquer à la dette nationale. Ils veulent que nous soyons moins dépensiers. Ils réclament la fin des chevauchements coûteux.

Je crois, à l'instar de mon gouvernement, que les Canadiens veulent que nous agissions, que nous fissions preuve de leadership et de courage, que nous prenions les mesures qui s'imposent tout en conservant l'idéologie libérale.

Nous devons réussir. Il faut répondre aux attentes des Canadiens. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à la stabilité et à la confiance dont le Canada doit profiter pour soutenir une bonne croissance économique, pour relever les défis du XXI^e siècle et créer des emplois durables.

Je crois que c'est possible et, pour atteindre ces objectifs importants, je vais continuer à travailler avec le comité des finances, le gouvernement et, surtout, mes électeurs qui me feront part de leurs recommandations et m'apporteront leur aide.

[Français]

Mme Monique Guay (Laurentides, BQ): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'interviens dans le débat sur les consultations prébudgétaires.

Ces consultations, tenues annuellement par le Comité permanent des finances, permettent aux contribuables canadiens de

s'exprimer sur le budget en gestation du ministre des Finances. Des individus, des groupes et des associations viennent témoigner devant ce comité qui ramasse le tout sous forme de rapport et le présente au ministre des Finances. Ce dernier doit considérer ce rapport et tenir compte des revendications qu'ont exprimées les témoins.

Voilà, grosso modo, le processus normal et transparent qui devrait permettre aux divers contribuables d'influencer le ministre des Finances dans ses périodes de réflexions prébudgétaires. Malheureusement, ce n'est pas vraiment ce qui se passe. C'est plutôt le contraire qui se produit, puisque ni le comité, ni le ministre ne semblent vraiment à l'écoute des contribuables. Les plans budgétaires du ministre sont élaborés en vase clos, en consultations fermées et restreintes. Les dés sont pipés d'avance.

• (1535)

Au mois de février de chaque année, le ministre nous lance son budget comme on sort un lapin du chapeau. Chaque mois de février, il devient toujours plus clair que toutes ces audiences publiques, ces consultations tenues à travers tout le pays, sont en fait des consultations bidon qui ne servent au fédéral qu'à se donner l'image d'un gouvernement ouvert et transparent.

Le Comité lui-même semble s'abreuver à même les propos du ministre lors de ses passages annuels. En effet, loin de s'inspirer des propos des nombreux témoins, les rapports du comité dont le Bloc québécois s'est toujours dissocié reprennent ceux du ministre. Autrement dit, le Comité présente au ministre les recommandations de ce dernier. Beau processus ouvert et transparent, n'est-ce pas?

Tout cela, au fond, sert uniquement à légitimer des actions et décisions du ministre. Je me rappelle d'ailleurs le grand spectacle que nous avait offert notre ministre millionnaire à l'occasion de son premier budget de février 1994. On voyait aux bulletins de nouvelles le ministre débarquer des avions, fouetté par de grands vents et dire aux contribuables: «Vous voyez, je consulte à travers tout le pays et mon budget reflétera toutes ces consultations.» Eh bien, mon œil! Le budget de 1994, tout comme celui de 1995, et tout comme celui de février prochain, sont concoctés derrière les portes, dans les officines, bien loin de ces pseudo-consultations publiques.

Seul un petit groupe de personnes a voix au chapitre, parmi lesquelles se trouvent, bien entendu, les plus riches contribuables de ce pays qui sont, bien sûr, des amis du ministre et qui sont bien collés sur les gros décideurs.

En fait, il s'agit d'une espèce de gang où tous les membres se connaissent et qui, entre eux, se nourrissent et s'accordent diverses faveurs. C'est un cercle qui contrôle, décide, dirige, tout en se protégeant, que dis-je, tout en protégeant leurs avoirs, leur argent et leurs profits.

Cette situation fort déplorable de privilégier certains intérêts transparait dans toutes les décisions du gouvernement libéral et *a priori* dans les décisions du ministre des Finances. Le ministre s'attaque honteusement aux petits et moyens contribuables et laisse filer les plus riches et les grandes entreprises. Pourtant, ce gouvernement dit vouloir appliquer des principes de justice et d'équité. Laissez-moi douter de sa volonté. Il est clair que ce